

MINISTÈRE DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE

10 JANVIER 1969. — Arrêté royal déterminant les sanctions administratives applicables aux bénéficiaires du régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité (1)

BAUDOIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 14 février 1961 d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier, notamment l'article 51, § 1er;

Vu la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, notamment les articles 100 et 101;

Vu l'arrêté royal du 4 novembre 1963 portant exécution de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, notamment l'article 258, modifié par l'arrêté royal du 23 octobre 1967;

Vu la proposition du Conseil général de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité;

Vu l'avis du Comité du Service du contrôle administratif de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité;

Vu la proposition du Service du contrôle administratif de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Prévoyance sociale,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE I. — Des sanctions

Article 1er. Est exclu du droit aux indemnités d'incapacité de travail, à raison de dix indemnités journalières au moins et de deux cents au plus ainsi que du droit à l'intervention de l'assurance dans le coût des prestations de santé, pendant une période ne dépassant pas huit mois, ou d'un de ces droits seulement, le bénéficiaire qui, dans le but de percevoir indûment des prestations de l'assurance, a fabriqué, contrefait ou falsifié un document quelconque, celui qui a fait usage d'un document qu'il savait être faux, ainsi que celui qui a fait établir ou laissé établir un tel document.

Le montant de l'intervention de l'assurance dans les soins de santé dont le bénéficiaire est privé ne peut excéder cinq mille francs.

Art. 2. Est exclu du droit aux indemnités d'incapacité de travail :

1° à raison d'une indemnité journalière au moins et de septante-cinq au plus, le titulaire, bénéficiant d'indemnités d'incapacité de travail, qui n'a pas déclaré à son organisme assureur le revenu professionnel découlant d'une activité personnelle salariée ou indépendante visée à l'article 232 de l'arrêté royal du 4 novembre 1963 portant exécution de la loi du 9 août 1963 instituant et

(1) Références au *Moniteur belge* :

Loi du 14 février 1961, *Moniteur belge* du 15 février 1961;

Loi du 9 août 1963, *Moniteur belge* des 1 et 2 novembre 1963;

Arrêté royal du 4 novembre 1963, *Moniteur belge* des 8, 15 et 16 novembre 1963;

Arrêté royal du 31 décembre 1963, *Moniteur belge* du 14 janvier 1964.

MINISTERIE VAN SOCIALE VOORZORG

10 JANUARI 1969. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de administratieve sancties die toepasselijk zijn op de rechthebbenden van de regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering (1)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 14 februari 1961 voor economische expansie, sociale vooruitgang en financieel herstel, inzonderheid op artikel 51, § 1;

Gelet op de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering, inzonderheid op de artikelen 100 en 101;

Gelet op het koninklijk besluit van 4 november 1963 tot uitvoering van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering, inzonderheid op artikel 258, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 23 oktober 1967;

Gelet op het voorstel van de Algemene Raad van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering;

Gelet op het advies van het Comité van de Dienst voor administratieve controle van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering;

Gelet op het voorstel van de Dienst voor administratieve controle van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Voorzorg,

Hebben wij besloten en besluiten wij :

HOOFDSTUK I. — Sancties

Artikel 1. Wordt uitgesloten van het recht op uitkeringen wegens arbeidsongeschiktheid naar rata van ten minste tien en ten hoogste tweehonderd daguitkeringen, evenals van het recht op de tussenkomst van de verzekering in de kosten van geneeskundige verstrekkingen over een periode van niet meer dan acht maanden, of enkel van een dezer rechten, de rechthebbende die, met als doel onverschuldigd prestaties van de verzekering te ontvangen, eender welk bescheid heeft opgemaakt, nagemaakt of vervalst, hij die gebruik heeft gemaakt van een bescheid dat hij wist vals te zijn, evenals hij die zulk bescheid heeft doen opstellen of laten opstellen.

Het bedrag van de verzekeringstussenkomst in de kosten voor gezondheidszorgen waarvan de rechthebbende beroofd wordt, mag vijf duizend frank niet overschrijden.

Art. 2. Wordt van het recht op uitkeringen wegens arbeidsongeschiktheid uitgesloten :

1° naar rata van ten minste één en ten hoogste vijftien daguitkeringen, de gerechtigde, in het genot van uitkeringen wegens arbeidsongeschiktheid, die bij zijn verzekeringsinstelling geen aangifte heeft gedaan van het beroepsinkomen dat voortvloeit uit een persoonlijke bezoldiging of zelfstandige bedrijvigheid als bedoeld bij artikel 232 van het koninklijk besluit van

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 14 februari 1961, *Belgisch Staatsblad* van 15 februari 1961;

Wet van 9 augustus 1963, *Belgisch Staatsblad* van 1 en 2 november 1963;

Koninklijk besluit van 4 november 1963, *Belgisch Staatsblad* van 8, 15 en 16 november 1963;

Koninklijk besluit van 31 december 1963, *Belgisch Staatsblad* van 14 januari 1964.

organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, l'allocation accordée en application des lois coordonnées relatives aux espropries et mutilés ou la majoration d'allocation visée à l'article 231 de l'arrêté royal du 4 novembre 1963 précité;

2° à raison d'une indemnité journalière au moins et de septante-cinq au plus, le titulaire, bénéficiant d'indemnités d'incapacité de travail, qui n'a pas déclaré à son organisme assureur la pension de vieillesse, de retraite ou d'ancienneté ou tout autre avantage tenant lieu de pareille pension visés à l'article 45 de l'arrêté royal du 31 décembre 1963 portant règlement des indemnités en matière d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité;

3° à raison d'une indemnité journalière au moins et de trente au plus, le titulaire, bénéficiant d'indemnités d'incapacité de travail, qui n'a pas déclaré à son organisme assureur qu'il est en droit de bénéficier d'une pension de vieillesse, de retraite, d'ancienneté ou de tout avantage tenant lieu de pareille pension visés à l'article 48 de l'arrêté royal du 31 décembre 1963 précité;

4° à raison d'une indemnité journalière au moins et de trente au plus, le titulaire, bénéficiant d'indemnités d'incapacité de travail, qui a repris une activité sans y être autorisé par le médecin-conseil de son organisme assureur conformément à l'article 9 de l'arrêté royal du 31 décembre 1963 précité;

5° à raison d'une indemnité journalière au moins et de dix-huit au plus, le titulaire qui, sans intention de percevoir indûment des prestations de l'assurance, a fait ou laissé faire des déclarations de nature à induire son organisme assureur en erreur;

6° à raison d'une indemnité journalière au moins et de trois au plus, le titulaire qui, ayant repris spontanément le travail, n'en a pas avisé le médecin-conseil dans les deux jours, conformément aux dispositions de l'article 11 de l'arrêté royal du 31 décembre 1963 précité;

7° à raison d'une indemnité journalière au moins et de trois au plus, le titulaire qui, dans les huit jours qui suivent la fin de son incapacité de travail, n'a pas remis à son organisme assureur l'attestation prévue par l'article 12 de l'arrêté royal du 31 décembre 1963 précité, sauf s'il prouve que le retard subi par la remise de la dite attestation ne lui est pas imputable;

8° à raison d'une indemnité journalière au moins et de trois au plus, le titulaire, bénéficiant d'indemnités d'incapacité de travail, qui a changé de domicile ou de résidence sans en aviser son médecin-conseil dans le délai prévu à l'article 13 de l'arrêté royal du 31 décembre 1963 précité.

Cette sanction n'est toutefois pas applicable lorsque le titulaire a quitté l'adresse indiquée pour être admis dans un établissement hospitalier;

9° à raison d'une indemnité journalière au moins et de trois au plus, le titulaire qui, après avoir avisé le médecin-conseil de son incapacité de travail dans les conditions prévues à l'article 47 de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, ne s'est pas conformé aux obligations prescrites par l'article 3 de l'arrêté royal du 31 décembre 1963 précité.

Art. 3. Est exclu du droit à toutes les prestations de l'assurance pendant une période de cinq semaines au plus, le bénéficiaire qui se soustrait aux obligations qui lui sont imposées en vertu des articles 84 et 96, 1er alinéa, de la loi du 9 août 1963 précitée.

Le montant de l'intervention de l'assurance-soins de santé dont le bénéficiaire est privé ne peut excéder cinq mille francs.

Art. 4. Le titulaire frappé d'une sanction d'exclusion du droit aux indemnités d'incapacité de travail est privé, à concurrence du nombre d'indemnités journalières prévu par la sanction, et sous réserve d'application de l'article 13, de l'indemnité pour chaque journée pour laquelle il peut prétendre aux dites indemnités.

4 novembre 1963 tot uitvoering van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering, van de tegemoetkoming toegekend bij toepassing van de gecoördineerde wetten betreffende de gebrekkigen en verminkten of van de hogere tegemoetkoming, als bedoeld bij artikel 231 van voormeld koninklijk besluit van 4 november 1963;

2° naar rata van ten minste één en ten hoogste vijftien daguitkeringen, de gerechtigde, in het genot van uitkeringen wegens arbeidsongeschiktheid, die bij zijn verzekeringsinstelling geen aangifte heeft gedaan van het ouderdoms-, rust- of anciënniteitspensioen, of van als dergelijk pensioen geldende andere voordelen, bedoeld in artikel 45 van het koninklijk besluit van 31 december 1963 houdende verordening op de uitkeringen inzake verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering;

3° naar rata van ten minste één en ten hoogste dertig daguitkeringen, de gerechtigde, in het genot van uitkeringen wegens arbeidsongeschiktheid, die bij zijn verzekeringsinstelling geen aangifte ervan heeft gedaan dat hij aanspraak kan maken op een ouderdoms-, rust- of anciënniteitspensioen, of op een als dergelijk pensioen geldend voordeel, bedoeld in artikel 48 van voormeld koninklijk besluit van 31 december 1963;

4° naar rata van ten minste één en ten hoogste dertig daguitkeringen, de gerechtigde, in het genot van uitkeringen wegens arbeidsongeschiktheid, die een arbeid heeft hervat, zonder daartoe van de adviserend geneesheer van zijn verzekeringsinstelling toestemming te hebben verkregen, overeenkomstig artikel 9 van voormeld koninklijk besluit van 31 december 1963;

5° naar rata van ten minste één en ten hoogste achttien daguitkeringen, de gerechtigde, die zonder het inzicht onverschuldigde prestaties van de verzekering te ontvangen, verklaringen heeft gedaan of laten doen welke van die aard zijn dat zij zijn verzekeringsinstelling in dwaling kunnen brengen;

6° naar rata van ten minste één en ten hoogste drie daguitkeringen, de gerechtigde die de arbeid spontaan heeft hervat en zulks niet binnen twee dagen aan de adviserend geneesheer heeft bericht, overeenkomstig de bepalingen van artikel 11 van voormeld koninklijk besluit van 31 december 1963;

7° naar rata van ten minste één en ten hoogste drie daguitkeringen, de gerechtigde die niet binnen acht dagen na het einde van zijn arbeidsongeschiktheid aan zijn verzekeringsinstelling de verklaring heeft afgeleverd, bedoeld in artikel 12 van voormeld koninklijk besluit van 31 december 1963; deze sanctie zal niet toegepast worden zo hij bewijst dat de vertraging bij het inbrengen van de desbetreffende verklaring niet aan hem te wijten is;

8° naar rata van ten minste één en ten hoogste drie daguitkeringen, de gerechtigde, in het genot van uitkeringen wegens arbeidsongeschiktheid, die van woon- of verblijfplaats is veranderd, zonder daarvan zijn adviserend geneesheer kennis te geven binnen de termijn voorzien bij artikel 13 van voormeld koninklijk besluit van 31 december 1963.

Deze sanctie is evenwel niet van toepassing wanneer de gerechtigde het opgegeven adres heeft verlaten om in een verplegingsinstelling te worden opgenomen;

9° naar rata van ten minste één en ten hoogste drie daguitkeringen, de gerechtigde die, nadat hij de adviserend geneesheer zijn arbeidsongeschiktheid heeft gemeld onder de in artikel 47 van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering gestelde voorwaarden, zich niet heeft geschikt naar de verplichtingen welke zijn voorgeschreven bij artikel 3 van voormeld koninklijk besluit van 31 december 1963.

Art. 3. Wordt van het recht op alle verzekeringsprestaties gedurende ten hoogste vijf weken uitgesloten de rechthebbende die zich onttrekt aan de verplichtingen hem opgelegd in toepassing van de artikelen 84 en 96, eerste lid, van voormelde wet van 9 augustus 1963.

Het bedrag van de verzekeringstussenkomst voor gezondheidszorgen waarvan de rechthebbende beroofd wordt, mag vijfduizend frank niet overschrijden.

Art. 4. De gerechtigde tegen wie de sanctie van uitsluiting van het recht op uitkeringen wegens arbeidsongeschiktheid werd uitgesproken verliest, tot beloop van het aantal daguitkeringen voorzien bij die sanctie en onder voorbehoud van artikel 13, de uitkering voor elke dag waarvoor hij aanspraak op deze uitkeringen kan maken.

Le bénéficiaire frappé d'une sanction d'exclusion du droit aux prestations de santé est privé, pendant la période prévue par la sanction, du droit à l'intervention de l'assurance, à concurrence d'un montant de cinq mille francs, pour toutes les prestations visées à l'article 23 de la loi du 9 août 1963 précitée qui le concernent personnellement.

Art. 5. Si le fonctionnaire visé à l'article 7 a connaissance des poursuites pénales intentées à raison des faits dont il est saisi, il pourra prononcer de sanctions, tant que ces poursuites sont en cours.

CHAPITRE II.

De la constatation des faits et du prononcé des sanctions

Art. 6. Les constatations qui sont de nature à établir une infraction visée aux articles 1er à 3 sont effectuées par les personnes habilitées à dresser procès-verbal en vertu de l'article 102 de la loi du 9 août 1963 précitée.

Elles sont notifiées à l'intéressé par lettre recommandée à la poste, dans un délai de sept jours.

Avant le prononcé de toute sanction, l'intéressé est invité, par lettre recommandée à la poste, à faire valoir dans les quinze jours ses moyens de défense par écrit auprès de l'autorité visée à l'article 7.

Art. 7. Les sanctions sont prononcées soit par le fonctionnaire dirigeant du Service du contrôle administratif, soit par les fonctionnaires qu'il a désignés à cet effet avec l'accord du Comité du Service du contrôle administratif. Elles sont motivées et prennent effet le jour de leur notification à l'intéressé.

Celle-ci est donnée par lettre recommandée à la poste qui est considérée comme reçue le premier jour ouvrable qui suit la remise du pli à la poste. La notification indique que la sanction est susceptible d'un recours auprès des juridictions visées à l'article 51, § 1er, de la loi du 14 février 1961 d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier, ainsi que les formes et délais qui gouvernent le recours.

Notification de la sanction prononcée est également donnée à l'organisme assureur.

CHAPITRE III. — *De la récidive, du concours et du sursis*

Art. 8. Lorsque le bénéficiaire commet un manquement de même nature que celui qui a donné lieu à l'application de l'une des sanctions prévues aux articles 1 à 3 dans un délai de trois ans à compter du jour où la première sanction a été prononcée, la sanction nouvelle peut être portée au double du maximum de la sanction prévue.

Art. 9. En cas de concours de plusieurs manquements, les sanctions sont cumulées.

Lorsqu'un même fait est passible de plusieurs sanctions prévues aux articles 1 à 3, la sanction la plus forte est seule prononcée.

Art. 10. Lorsqu'une sanction impliquant privation de prestations de même nature est appliquée à un bénéficiaire qui se trouve déjà sous le coup d'une sanction antérieure, les effets de la nouvelle sanction ne prennent cours qu'à l'expiration de ceux de l'ancienne, sous réserve toutefois de l'application de l'article 13.

Art. 11. Si, lors du prononcé d'une sanction prévue aux articles 2 et 3, il est constaté qu'aucune sanction n'a été infligée au contrevenant dans l'année qui précède, il peut être décidé qu'il sera sursis à l'exécution de la sanction pendant un délai d'un an à compter de la date du prononcé.

Si pendant ce délai, il est relevé à charge de l'intéressé un nouveau manquement, les diverses sanctions sont cumulées.

CHAPITRE IV. — *Des prescriptions*

Art. 12. Une sanction ne peut plus être prononcée à partir du jour où il s'est écoulé deux ans depuis que le manquement a été commis.

Lorsque le manquement a donné lieu à des poursuites pénales, la prescription est suspendue jusqu'à ce qu'une décision coulée en force de chose jugée ait mis fin à l'instance.

De rechthebbende tegen wie de sanctie van uitsluiting van het recht op geneeskundige verstrekkingen werd uitgesproken verliest, tijdens de gesanctioneerde periode het recht op tussenkomst van de verzekering, tot beloop van een bedrag van vijfduizend frank, voor alle prestaties aan hem persoonlijk verleend en bedoeld bij artikel 23 van vorenbedoelde wet van 9 augustus 1963.

Art. 5. Indien de bij artikel 7 bedoelde ambtenaar kennis heeft van strafrechtelijke vervolgingen die wegens de hem voorgelegde feiten zijn ingesteld, kan hij geen sancties uitspreken zolang deze vervolgingen aan de gang zijn.

HOOFDSTUK II.

Vaststelling der feiten en uitspraak der sancties

Art. 6. Vaststellingen waaruit het bestaan van een in de artikelen 1 tot en met 3 bedoeld vergrijp kan blijken, worden gedaan door de personen die bevoegd zijn tot het opstellen van processen-verbaal krachtens artikel 102 van voormelde wet van 9 augustus 1963.

Ze worden binnen zeven dagen bij een ter post aangetekende brief, ter kennis gebracht van de betrokkene.

Alvorens een sanctie uitgesproken wordt, wordt de betrokkene bij een ter post aangetekende brief verzocht binnen vijftien dagen zijn verweer schriftelijk te doen gelden bij de overheid bedoeld bij artikel 7.

Art. 7. De sancties worden uitgesproken, hetzij door de leidend ambtenaar van de Dienst voor administratieve controle, hetzij door ambtenaren die deze met instemming van het Comité van de Dienst voor administratieve controle daartoe heeft aangewezen. Zij zijn met redenen omkleed en hebben uitwerking de dag van hun betekening aan betrokkene.

Deze wordt gedaan bij ter post aangetekende brief welke geacht wordt te zijn ontvangen de eerste werkdag nadat hij ter post is afgegeven. De kennisgeving vermeldt dat tegen de sanctie beroep kan worden ingesteld bij de in artikel 51, § 1, van de wet van 14 februari 1961 voor economische expansie, sociale vooruitgang en financieel herstel bedoelde rechtscolleges, alsmede de vormen en termijnen waarin het beroep dient te worden ingesteld.

De uitgesproken sanctie wordt eveneens aan de verzekeringsinstelling medegedeeld.

HOOFDSTUK III. — *Herhaling, samenloop en uitstel*

Art. 8. Wanneer de rechthebbende binnen drie jaar te rekenen van de dag waarop de eerste sanctie werd uitgesproken, een vergrijp begaat van dezelfde aard als hetgene dat de toepassing ten gevolge heeft gehad van een van de sancties bepaald bij de artikelen 1 tot en met 3, kan de nieuwe sanctie op het dubbele van het maximum van de bepaalde sanctie worden gebracht.

Art. 9. In geval van samenloop van verscheidene vergrijpen worden de sancties samengevoegd.

Wanneer éénzelfde feit met verscheidene van de bij de artikelen 1 tot en met 3 bepaalde sancties strafbaar is, wordt alleen de zwaarste sanctie uitgesproken.

Art. 10. Wanneer een sanctie, welke in de uitsluiting van prestaties van dezelfde aard voorziet, op een rechthebbende wordt toegepast die reeds onder de toepassing van een vroegere sanctie valt, gaat de uitwerking van de nieuwe sanctie enkel in bij het verstrijken van de uitwerking van de vroegere, onder voorbehoud nochtans van de toepassing van artikel 13.

Art. 11. Wanneer bij het uitspreken van een in de artikelen 2 en 3 bepaalde sanctie vastgesteld wordt dat de overtreder generlei sanctie is opgelegd in het voorgaand jaar, kan besloten worden dat de uitvoering van de sanctie zal worden uitgesteld gedurende een termijn van één jaar vanaf de datum van de uitspraak.

Indien er gedurende deze termijn ten bezware van betrokkene een nieuw vergrijp wordt vastgesteld, dan worden de verschillende sancties samengevoegd.

HOOFDSTUK IV. — *Verjaringen*

Art. 12. Een sanctie kan niet meer worden uitgesproken vanaf de dag dat er twee jaar verlopen zijn sinds het vergrijp is begaan.

Wanneer het vergrijp aanleiding heeft gegeven tot strafrechtelijke vervolgingen, wordt de verjaring geschorst totdat een in kracht van gewijsde getreden beslissing een einde heeft gemaakt aan het geding.

Art. 13. Une sanction prononcée en vertu de l'article 1 se prescrit par trois ans.

Une sanction prononcée en vertu des articles 2 ou 3 se prescrit par un an.

La prescription prend cours le lendemain du jour de la notification de la décision à l'intéressé. Toutefois, si celui-ci a introduit un recours auprès des juridictions visées à l'article 51, § 1er, de la loi du 14 février 1961 précitée, la prescription est suspendue jusqu'à ce qu'une décision coulée en force de chose jugée ait mis fin à l'instance.

CHAPITRE V. — Dispositions finales

Art. 14. Les journées pour lesquelles il n'est pas accordé d'indemnité d'incapacité de travail par application d'une sanction administrative sont néanmoins considérées comme journées indemnisées pour la détermination des droits du titulaire et des personnes à sa charge aux prestations de l'assurance.

Art. 15. L'article 285, alinéa 1er, 1°, de l'arrêté royal du 4 novembre 1963 précité est remplacé par la disposition suivante :

« 1° les contestations visées à l'article 100, § 1er, de la loi du 9 août 1963, y compris les contestations ayant pour objet les sanctions administratives visées à l'article 101 de la même loi ».

Art. 16. Notre Ministre de la Prévoyance sociale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril, le 10 janvier 1969.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de la Prévoyance sociale,

P. DE PAEPE

Art. 13. Een krachtens artikel 1 uitgesproken sanctie verjaart na drie jaar.

Een krachtens de artikelen 2 of 3 uitgesproken sanctie verjaart na één jaar.

De verjaring gaat in de dag volgend op deze waarop de beslissing aan de betrokkene werd betekend. Nochtans, indien deze beroep heeft ingesteld bij de in artikel 51, § 1, van de voormelde wet van 14 februari 1961 bedoelde rechtscollleges, dan wordt de verjaring geschorst totdat een in kracht van gewijsde getreden beslissing een einde heeft gemaakt aan het geding.

HOOFDSTUK V. — Slotbepalingen

Art. 14. De dagen waarvoor geen uitkering wegens arbeidsongeschiktheid wordt toegekend ingevolge de toepassing van een administratieve sanctie, worden niettemin aangezien als dagen waarop een uitkering is toegekend om de rechten van de gerechtigde en van de personen te zijnen laste op de prestaties van de verzekering te bepalen.

Art. 15. Artikel 258, eerste lid, 1°, van voormeld koninklijk besluit van 4 november 1963, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 1° de geschillen bedoeld in artikel 100, § 1, van de wet van 9 augustus 1963, met inbegrip van betwistingen omtrent de administratieve sancties bedoeld in artikel 101 van dezelfde wet ».

Art. 16. Onze Minister van Sociale Voorzorg is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril, 10 januari 1969.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Voorzorg,

26 MARS 1969. — Arrêté royal prorogeant l'arrêté royal du 17 mai 1967 portant exécution de l'article 2, § 6, alinéa 5, de l'arrêté-loi du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés (1)

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté-loi du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés notamment l'article 2, § 6, alinéa 5, inséré par la loi du 28 mars 1964 et modifié par la loi du 13 juin 1966;

Vu la loi du 25 avril 1963 sur la gestion des organismes d'intérêt public de sécurité sociale et de prévoyance sociale, notamment l'article 15;

Vu l'urgence;

Vu la loi du 23 décembre 1946 portant création d'un Conseil d'Etat, notamment l'article 2, alinéa 2;

Vu l'urgence;

(1) Références au *Moniteur belge* :

Arrêté-loi du 10 janvier 1945, *Moniteur belge* du 1er février 1945.

Loi du 25 avril 1963, *Moniteur belge* du 25 juillet 1963.

Loi du 28 mars 1964, *Moniteur belge* du 3 avril 1964.

Loi du 13 juin 1966, *Moniteur belge* du 18 juin 1966.

Arrêté royal du 17 mai 1967, *Moniteur belge* du 27 mai 1967.

26 MAART 1969. — Koninklijk besluit tot verlenging van het koninklijk besluit van 17 mei 1967 ter uitvoering van artikel 2, § 6, vijfde lid, van de besluitwet van 10 januari 1945 betreffende de maatschappelijke zekerheid van de mijnwerkers en ermee gelijkgestelden (1)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de besluitwet van 10 januari 1945 betreffende de maatschappelijke zekerheid van de mijnwerkers en ermee gelijkgestelden, inzonderheid op artikel 2, § 6, vijfde lid, ingevoegd bij de wet van 28 maart 1964 en gewijzigd bij de wet van 13 juni 1966;

Gelet op de wet van 25 april 1963 betreffende het beheer van de instellingen van openbaar nut voor sociale zekerheid en sociale voorzorg, inzonderheid op artikel 15;

Gelet op de hoogdringendheid;

Gelet op de wet van 23 december 1946 houdende instelling van een Raad van State, inzonderheid op artikel 2, tweede lid;

Gelet op de hoogdringendheid;

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Besluitwet van 10 januari 1945, *Belgisch Staatsblad* van 1 februari 1945.

Wet van 25 april 1963, *Belgisch Staatsblad* van 25 juli 1963.

Wet van 28 maart 1964, *Belgisch Staatsblad* van 3 april 1964.

Wet van 13 juni 1966, *Belgisch Staatsblad* van 18 juni 1966.

Koninklijk besluit van 17 mei 1967, *Belgisch Staatsblad* van 27 mei 1967.